

6ème semaine : nouvelle mobilisation régionale

Lundi 17 avril, le piquet de grève est là de bonne heure comme en chaque début de semaine. Mais tout est calme. Les grévistes vont recevoir leur troisième billet de 50 F. : le fonds de solidarité capitalise 18 millions.

On commente la prose du ministre Pleven, parue dans sa sublime feuille de chou régionale : « le petit bleu des Côtes-du-Nord ». Il faut dire qu'elle est particulièrement gratinée : il en appelle à la « majorité silencieuse » :

« ... le personnel paraît scindé en deux tendances numériquement inégales. Une première tendance, qui semble nettement minoritaire, mais qui est bruyante, active répond avec ardeur à tous les mots d'ordre, qu'ils viennent de M. Le Faucheur, responsable départemental de la CFDT, ou de fractions politiques telles la Ligue Communiste qui, depuis son début, cherchent à utiliser la grève à leur profit, repousse tout compromis.

L'autre tendance qui, pour être silencieuse, paraît cependant majoritaire déplore la politisation de la grève, les excès de langage, les actions irresponsables (...).

« Il faudrait trouver le moyen de consulter les « silencieux » car ils ont aussi leur mot à dire, et un mot qui pourrait s'avérer décisif » !!

Mais laissons Pleven à ses rêves bleus, et revenons au piquet de grève où l'on discute activement de la manifestation du lendemain. Chacun la prépare à sa façon :

- la direction de la CGT appelle une nouvelle fois à la vigilance
- quant à la direction de la FEN, soucieuse... de la bourse des enseignants, elle explique qu'« il ne lui apparaît pas souhaitable » de faire grève ce jour-là et elle les invite à « ne pas perdre une journée de travail » !...

Mais, quelles que soient les manœuvres de la fraction du PC les appels à la manifestation venus de tous les secteurs annoncent un rassemblement d'une étonnante ampleur : même le CID UNATI s'est décidé à y appeler !

Mardi, la réalité dépasse les promesses. C'est bien entre 12 000 et 15 000 participants qui se pressèrent place Robien et... jusqu'à la mairie ! Les grévistes du Joint partirent de l'entreprise, firent un détour pour accrocher les lycéens de Rabelais, récolteront au passage ceux de Renan et débouchèrent sur une place déjà noire de travailleurs et de jeunes.

La situation politique pre-referendum, la mobilisation exceptionnelle, les expériences de deux manifestations au CNPF et à la mairie offraient l'occasion d'asséner au pouvoir et à ses flics des coups redoutables : l'occasion était là de faire payer cher au pouvoir l'occupation de l'usine, l'occasion était là d'engager les travailleurs dans un affrontement avantageux contre les flics intervenant systématiquement contre leur lutte. Deux Taupes Rouges avaient expliqué sur le Joint et sur les autres entreprises la nécessité et l'intérêt pour le renforcement du mouvement et l'expérience des travailleurs d'une montée au Joint : en effet face à 12 000 manifestants encerclant le Joint, le pouvoir était confronté à deux solutions également catastrophiques. Soit, soucieux de la paix sociale à la veille du referendum il terrait ses flics : et c'était une sacrée grande première d'une opération de masse des travailleurs contre les bandes armées du capital : la

leçon aurait été lourde de conséquences pour les luttes à venir. Soit, il interdisait les accès au Joint et il prenait alors le risque et la responsabilité d'affrontements difficilement « supportables » à la veille du referendum : c'était cette grande expérience de riposte de masse contre les flics occupant les usines qu'une brochette de dirigeants syndicaux a sabotée par quelques décisions de couloir dans le dos des grévistes et de tous les travailleurs. La direction CGT était bien sûr violemment hostile à cette épreuve de force ; les militants CFDT les plus liés à la lutte sentaient bien qu'il y avait là une escalade nécessaire à prendre en charge. Mais ils furent balayés par l'aile capitularde qui se rallia aux positions des directions CGT et FEN.

Le cortège échouera donc une fois de plus place de la mairie : mais les mots d'ordre pendant une demi-heure imposent le silence aux dirigeants syndicaux perchés sur le balcon. Le Faucheur lui-même se tait ! C'est le « non-gréviste » Corre, responsable de la FEN, qui essaiera de raisonner les jeunes qui appellent au Joint !

Finalement, la campagne paniquarde menée par les directions syndicales aura raison de la combativité ouvrière : les travailleurs hésitent et nous pensons qu'il est faux de déborder avec la seule jeunesse scolarisée !

Les discussions seront longues et chaudes sur la place de la mairie : nous avons manqué une grande occasion de coincer le pouvoir en cette semaine du referendum. Toutefois patron et pouvoir n'en sont pas moins impressionnés par l'ampleur de la manifestation !

